

L'Histoire objective en question

Dans quelques jours interviendra une nouvelle rencontre entre les responsables suprêmes des deux Etats français et algérien. Et il y sera question de « *transcender les questions mémorielles et de travailler à une écriture objective de l'Histoire commune* ».

A cette louable intention se heurte la position réelle, - et abrupte !- du pouvoir algérien, de n'accepter qu'une relation instrumentalisée et utilitariste de la guerre d'Algérie. Les exemples fourmillent d'évènements que depuis 50 ans l'on s'évertue à réécrire afin de les rendre plus conformes à la geste fournie au peuple.

En ce mois de novembre, prenons pour illustrer le propos, les actes commis le 1er novembre 1954. La série d'attentats provoqués par le CRUA, vise un certain nombre d'objectifs publics et de personnes.

Ainsi est abattu, dans l'attaque d'un car dans les gorges de Tighanimine, le caïd Hadj Saddok, du douar M'Chounèche et, dans la même opération le jeune instituteur Guy Monnerot.

Cette dernière victime posera problème : comment expliquer que le premier acte d'une guerre, dite de libération, soit marqué par l'assassinat d'un enseignant, ayant délibérément choisi de faire classe avec son épouse dans un village pauvre de l'arrière-pays, Tifelfel, dans une école exclusivement composée d'enfants musulmans ?

L'effet sur l'opinion publique est déplorable, et, tant pour le FLN que pour ses alliés français, ce symbole là doit être neutralisé. La solution est trouvée : il s'agit d'une erreur, selon les commentateurs qui se mobilisent pour expliquer que les ordres étaient stricts : on ne s'attaque pas aux civils.

Et l'on va s'évertuer ainsi à raconter l'événement pour rendre plausible cette version : les occupants du car ont été contraints par les assaillants de descendre sur le bord de route. Se sont trouvés côte à côte Hadj Saddok, Guy Monnerot et son épouse. Le caïd ayant fait mine de prendre une arme de poing, un membre du groupe lâche une rafale de mitraillette le blessant mortellement, mais aussi, malencontreusement, l'instituteur, son épouse étant atteinte à la cuisse.

L'auteur de la maladresse sera sermonné et sanctionné !

La réalité est quelque peu différente, si l'on veut bien se référer à deux témoignages apparemment crédibles. Madame Monnerot, dans Sud Ouest du 1er novembre 1994, livre son témoignage : « *le caïd a été tué net, d'une rafale. Lorsqu'on nous a fait descendre ensuite, Guy a tenté de parlementer : « nous sommes des instituteurs. Que voulez-vous ? ». Une autre rafale lui a répondu.* »

Hadj Brahim Halimi, alors âgé de 18 ans conduisait le car.

Il raconte dans El Watan du 25 août 2005 : « *Le couple est allé vers l'avant du véhicule où se trouvait encore le chef de groupe. Soudain, alors que nul ne s'y attendait, pas même le chef du commando, des balles ont été tirées d'un mousqueton, dans le dos de l'instituteur. Il s'est écroulé...* ». Son récit ne cite à aucun moment une sanction prise contre le tireur.

La thèse de la non maîtrise de l'arme et l'ordre de ne pas s'attaquer aux civils européens est aujourd'hui complaisamment véhiculée. Dans un reportage diffusé par FR3, le 1er novembre 2008, est présenté le prétendu tireur qui exprime ses regrets.

Le site d'histoire Herodote.net et Wikipédia, dans des termes curieusement identiques, rapportent : « Les meurtriers des deux Français auraient enfreint l'ordre de ne tuer que le caïd, membre de l'élite musulmane francophile. Ils auraient été plus tard sanctionnés par leurs chefs ».

Mais les faits sont têtus : le soir avant, deux premiers attentats venaient de coûter la vie à des Français d'Algérie : Georges Azoulay et Laurent François !

Joseph Perez